

COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE
4 Place Jean Jaures
33000 BORDEAUX

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n° 2023-03 exposées dans le point III – 2 « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 3 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Gilles NOYER - Associé

COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
Total	Total		

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations	57 374	49 135	8 239	16.77
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	17 059	16 724	335	2.00
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	2 040 448	2 213 602	- 173 154	-7.82
. dont parrainages	8 350	59 425	- 51 075	-85.95
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	5 316 242	5 705 902	- 389 660	-6.83
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	101 139	16 365	84 774	518.02
Utilisations des fonds dédiés	134 655	186 632	- 51 977	-27.85
Autres produits	16 262	1 322	14 940	N/S
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	7 683 180	8 189 682	- 506 502	-6.18

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	16 556	26 388	- 9 832	-37.26
Variations stocks	40 105	-57 016	97 121	170.34
Autres achats et charges externes	3 961 842	4 575 248	- 613 406	-13.41
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	207 485	210 851	- 3 366	-1.60
Salaires	2 029 118	2 071 644	- 42 526	-2.05
Cotisations sociales	964 771	952 743	- 12 028	-1.30
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 487	21 115	- 10 628	-50.33
Dotations aux provisions	36 884	11 840	25 044	211.52
Reports en fonds dédiés	170 524	206 179	- 35 655	-17.29
Autres charges	16 738	14 559	2 179	14.97
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	7 454 510	8 033 551	- 579 041	-7.21

RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)

228 670	156 131	72 539	46.46
----------------	----------------	---------------	--------------

PRODUITS FINANCIERS

De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	30 651	45 044	- 45 044	-100
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	30 651	45 044	- 14 393	-31.95

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
Total	Total		

TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	30 651	45 044	- 14 393	-31.95
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	259 321	201 176	58 145	28.90
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et dépréciations				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		51 285	- 51 285	-100
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		50 900	- 50 900	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		386	- 386	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	7 335	10 811	- 3 476	-32.15
Total des produits (I + III + IV)	7 713 831	8 286 012	- 572 181	-6.91
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 461 845	8 095 261	- 633 416	-7.82
EXCEDENT OU DEFICIT	251 986	190 751	61 235	32.10
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits				
. Dons en nature	63 160	63 160		0.00
. Prestations en nature				
. Bénévolats	63 160	63 160		0.00
TOTAL				
Charges				
. Secours en nature	63 160	63 160		0.00
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole	63 160	63 160		0.00
TOTAL				



BILAN ASSOCIATION

Présenté en Euros

ACTIF

Exercice clos le
31/12/2025
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2024
(12 mois)

Variation

ACTIF IMMOBILISÉ

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	7 462	7 462	-0	-0	
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains				581	- 581
Constructions	14 151	14 151			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	298 082	264 949	33 133	16 025	17 108
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	190		190		190
TOTAL (I)	319 886	286 562	33 323	16 606	16 717

ACTIF CIRCULANT

Stocks et en-cours	122 547		122 547	162 652	- 40 105
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	288 655	516	288 139	325 501	- 37 362
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 496 949		1 496 949	1 528 304	- 31 355
Charges constatées d'avance	247 960		247 960	338 567	- 90 607
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 968 871		2 968 871	2 823 609	145 262
TOTAL (II)	5 124 982	516	5 124 467	5 178 632	- 54 165

Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion Actif (V)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	5 444 868	287 078	5 157 790	5 195 239	- 37 449



BILAN (SUITE)

Présenté en Euros

PASSIF

Exercice clos le
31/12/2025
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2024
(12 mois)

Variation

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

- . Fonds propres statutaires
- . Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

- . Fonds statutaires
- . Fonds propres complémentaires

Ecart de réévaluation

Réserves

- . Réserves statutaires ou contractuelles
- . Réserves pour projet de l'entité
- . Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Situation nette (sous total)

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

TOTAL (I)	1 936 225	1 684 239	251 986
------------------	------------------	------------------	----------------

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs ou donations

	242 048	206 179	35 869
--	---------	---------	--------

Fonds dédiés	242 048	206 179	35 869
--------------	----------------	----------------	---------------

TOTAL (II)			
-------------------	--	--	--

PROVISIONS

Provisions pour risques	48 724	72 517	- 23 793
-------------------------	--------	--------	----------

Provisions pour charges	721 897	762 359	- 40 462
-------------------------	---------	---------	----------

TOTAL (III)	770 621	834 876	- 64 255
--------------------	----------------	----------------	-----------------

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 040 584	1 341 681	- 301 097
--	-----------	-----------	-----------

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales	832 275	833 760	- 1 485
-----------------------------	---------	---------	---------

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes	9 721	5 100	4 621
---------------	-------	-------	-------

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance	326 315	289 404	36 911
-----------------------------	---------	---------	--------

TOTAL (IV)	2 208 896	2 469 945	- 261 049
-------------------	------------------	------------------	------------------

Ecart de conversion passif (V)

TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	5 157 790	5 195 239	- 37 449
-------------------------------------	------------------	------------------	-----------------

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser

. acceptés par les organes statutairement compétents



PASSIF

Exercice clos le
31/12/2025
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2024
(12 mois)

Variation

, autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS



ANNEXES ASSOCIATIONS ANC2022 06

PREAMBULE

L'association Comité Régional de Tourisme Nouvelle Aquitaine a pour vocation la promotion de la région Nouvelle Aquitaine à travers le monde.

Le Comité Régional du Tourisme a pour missions :

- La réalisation des actions de promotion touristique de la Région en France et à l'étranger ;
- La coordination, notamment avec les comités départementaux du tourisme, des actions de promotion sur les marchés étrangers ;
- La réalisation d'actions, à la demande du Conseil Régional, relevant de la mise en œuvre de la politique touristique régionale notamment dans les domaines des études, de la planification, des assistances techniques à la commercialisation ainsi que de la formation professionnelle, ainsi que le suivi des actions engagées ;
- L'élaboration ou une contribution à l'élaboration du schéma régional de développement touristique et des loisirs, à la demande du Conseil Régional ;
- Le développement d'expertises et de prestations de conseil sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, en France et à l'étranger ;
- L'organisation de l'observation économique du tourisme.

Afin de réaliser son objet, le Comité Régional du tourisme peut s'associer à d'autres Comités Régionaux du Tourisme pour entreprendre des actions touristiques d'intérêt interrégional, national ou international.

Ses ressources proviennent pour l'essentiel de subventions publiques, principalement issues de la région Nouvelle Aquitaine.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 157 790,09 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 251 985,97 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 17/04/2026 par les dirigeants.



I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun événement ayant une incidence significative sur les états financiers et leur comparabilité par rapport à l'exercice précédent n'est à mentionner sur l'exercice à l'exception du changement de méthode comptable mentionné ci-après.

II – ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Néant.

III – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement comptable ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 2014-03 modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des incidences de la première application des nouveaux règlements comptables ;
- Indépendance des exercices.



2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023 ainsi que le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023, modifient le Plan comptable général et s'appliquent à compter du 1er janvier 2025. Notamment, ils modifient la définition du résultat exceptionnel, suppriment la technique des transferts de charges et modifient les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ces règlements. Sur les incidences des nouveaux règlements sur les principaux postes de 2025, voir ci-après 1.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers (voir ci-après 2.)

1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025 et en dessous :

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

- Au 31 décembre 2024, les « transferts de charges » inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 9 256 €

- Au 31 décembre 2025, les produits précédemment présentés en transferts de charges sont désormais comptabilisés en diminution des charges d'exploitation, au poste «cotisations sociales», notamment les indemnités journalières, remboursements prévoyance, pour un montant de 3 731 €.

	31/12/2024 (retraitées en présentation)	31/12/2024 (publiées)
Résultat		
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges		9 256
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	9 256	
Pénalités amendes et majorations		185
Charges sur exercices antérieurs		50 715
Charges exceptionnelles	50 900	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS	50 900	50 900
Produits sur exercices antérieurs		51 285
Produits exceptionnels	51 285	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	51 285	51 285



PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide. Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et chargés sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

Option retenue :

L'association comptabilise ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite en provision pour risques et charges.

Méthode de calcul retenue :

Pour l'évaluation de ses engagements retraite, l'association applique la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 : Le champ d'application de cette recommandation et les traitements adoptés sont ceux de la norme IAS 19 «Méthode Rétrospective des unités de crédit projetées »(P.B.O).

P.B.O (Projected Benefit Obligation) : Représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalué en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de Turn-over et de survie.

Cette méthode retient comme base le salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2025 est de 3.60 % ,

Les engagements sont évalués pour un âge de départ à la retraite compris entre 60 et 67 ans incluent les charges sociales.

Au 31/12/2025, le montant de la provision pour engagement retraite est de 721 897 €.

➤ Autres Informations

Aucune autre information n'est à signaler sur l'exercice 31.12.2025.



➤ **Produits d'exploitation et fiscalité**

Les produits d'exploitation incluent des partenariats et des prestations partiellement fiscalisés.

Les opérations fiscalisées ont généré des produits d'exploitation pour 1 017 611 euros au 31/12/2025.

La situation fiscale à la clôture est la suivante:

Déficit reportable au 31/12/2024: 422 K€

Excédent fiscalisé 2025 : 75 K€

Déficit reportable au 31/12/2025: 347 K€

➤ **Contributions volontaires en nature**

Le montant de contributions volontaires en natures est de 63 K€ et correspond à l'évaluation de la mise à disposition gracieuse des locaux de Limoges.



ANNEXES ASSOCIATIONS (SUITE)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Tableau des immobilisations - Cadre général						
Situations et mouvements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminution	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire	7 462			7 462
Immobilisations corporelles	3 à 20 ans	Linéaire	285 735	26 498		312 233
Immobilisations financières	Non amortissables	N/A		190		190
TOTAL			293 197	26 688	-	319 885

Détail - Tableau des immobilisations - Cadre général				
Situations et mouvements	Immobilisations cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminution	Immobilisations cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	7 462			7 462
Immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	21 086			21 086
Matériel de transport	186 319	23 387		209 706
Matériel de bureau et informatique	78 330	3 111		81 441
Immobilisations financières		190		190
TOTAL	293 197	26 688	-	319 885



Amortissements

Tableau des amortissements - Cadre général						
Situations et mouvements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminution	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire	7 462			7 462
Immobilisations corporelles	3 à 20 ans	Linéaire	269 129	9 971		279 100
Immobilisations financières	Non amortissables	N/A				
TOTAL			276 591	9 971	-	286 562

Détail - Tableau des amortissements - Cadre général				
Situations et mouvements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminution	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	7 462			7 462
Immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	15 800	1 969		17 769
Matériel de transport	174 997	7 726		182 723
Matériel de bureau et informatique	78 331	277		78 609
Immobilisations financières				
TOTAL	276 591	9 971	-	286 562

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	162 652	122 547	162 652	122 547
TOTAL	162 652	122 547	162 652	122 547

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	288 655	288 655	
Autres créances	1 496 949	1 496 949	
Charges constatées d'avance	247 960	247 960	
TOTAL	2 033 564	2 033 564	

Provisions pour dépréciation

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers		516		516
Comptes financiers				
TOTAL		516		516

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	34 501
Subventions/financements	1 472 030
Autres produits à recevoir	3 094
TOTAL	1 509 625



ANNEXES ASSOCIATIONS ANC2022 06 (SUITE)

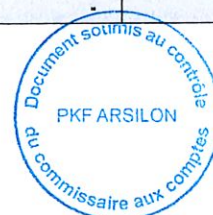
NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 493 489	190 751			1 684 239
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	190 751	- 190 751	251 986		251 986
Dont générosité du public					
Situation nette	1 684 239	0	251 986		1 936 225
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 684 239		251 986		1 936 225
TOTAL dont générosité du public					

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions					
Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprise de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques	72 517	36 884	60 677		48 724
Provisions pour charges	762 359		40 462		721 897
TOTAL	834 876	36 884	101 139		770 621



Provision pour risques

Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de la taxe d'apprentissage a été transférée de l'administration fiscale à l'Urssaf, conformément à l'article L.6241-1 du Code du travail. Ce transfert, bien que présenté comme un basculement à droit constant, a modifié certaines conditions d'exonération et a renforcé la vigilance requise en cas d'activité lucrative exercée par l'association.

Pour les associations, l'exonération de la T.A. demeure en raison à leur statut à but non lucratif, sous réserve du respect des conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Cette exonération est conditionnée au caractère non lucratif du fonds, tel que défini à l'article 206, 1 bis du CGI. Les associations exerçant des activités lucratives accessoires doivent veiller à ce que ces dernières ne dépassent pas la limite prévue audit article (80 011 € au titre de 2025), sous peine de perdre l'exonération sur l'ensemble des rémunérations des salariés, contrairement aux dispositions antérieures issues de la doctrine administrative (BOI-TPS-TA-20 n°40).

En l'espèce, l'association étant partiellement fiscalisée (sectorisation) une provision pour risque est comptabilisée chaque année.

À compter de mars 2026, la taxe d'apprentissage est applicable obligatoirement pour toutes les associations, qu'elles soient fiscalisées ou non (loi de finance 2026).

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	1 040 584	1 040 584		
Dettes fiscales et sociales	832 275	832 275		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	9 721	9 721		
Produits constatés d'avance	326 315	326 315		
TOTAL	2 208 895	2 208 895		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	454 753
Dettes fiscales et sociales	525 728
Autres dettes	3 440
TOTAL	983 921

Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif oblige les associations à communiquer la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Les dirigeants, au sens juridique du terme, c'est-à-dire les administrateurs, sont bénévoles et perçoivent des remboursements de frais justifiés. La Présidente, en accord avec l'article 8.6 des statuts, bénéficie d'un véhicule de fonction dont l'utilisation est considérée et traitée comme un avantage en nature.

La divulgation de la rémunération des plus hauts cadres »dirigeants » salariés, reviendrait à donner une rémunération individuelle et , à ce titre, cette information ne sera pas présente en annexe.

Précision sur les notions de subventions et de fonds dédiés :

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées en produits sur l'année de référence.

Les subventions accordées et non perçues au 31/12/2025 sont comptabilisées en produits à recevoir.

Les subventions de fonctionnement attribuées par une convention à une action spécifique sont inscrites au passif de l'association, en fonds dédiés, pour la partie restante à engager au 31/12/2025. Par soucis de transparence, les actions inscrites au budget primitif de l'association sur la base duquel le Comité Régional de Tourisme de Nouvelle Aquitaine a voté sa subvention globale de fonctionnement, actions non réalisées au 31/12/2025 entraînent un retraitement en fonds dédiés.

Sur l'exercice suivant, lors de la réalisation effective de ces actions, les fonds dédiés sont extournés. Suivent la même règle, les actions ayant fait l'objet d'une nouvelle affectation par le conseil d'Administration de l'association au profit d'autres projets à réaliser, projets entrant dans le champ de l'objet social.

Pour le programme d'actions 2025 et dans le cadre de la convention d'attribution de la subvention par la Région, il est précisé :

- Qu'un accord de la région doit être obtenu pour le report en fonds dédiés des dépenses prévues en 2025 et non terminées à la clôture de l'exercice. Le montant reporté ne peut excéder 10 % de la subvention octroyée. L'accord de la Région pour le report des fonds dédiés 2025 a été obtenu, sous réserve du contrôle de légalité.
- Que les dépenses reportées en 2026 doivent être acquittées au plus tard le 31 décembre 2026. Si ce n'était pas le cas, la subvention serait recalculée au prorata des dépenses réellement acquittées et justifiées.
- Que si le montant final des dépenses s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait recalculée au prorata des dépenses éligibles réellement engagées et justifiées

Pour le programme d'actions 2025 à 2027 et dans le cadre de la convention d'attribution de la subvention par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, il est précisé que l'aide totale sera réajustée si le montant des dépenses éligibles réelles est inférieur au montant des dépenses éligibles prévisionnelles à justifier.

Compte tenu de ces éléments, des fonds dédiés sont comptabilisés pour un montant de 242 048 € dans les comptes 2025 et aucune provision pour risque de non-recouvrement de la subvention à recevoir n'a été enregistrée.



Détail des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
EXT FD LE SPHINX FORMATION CT 12 HRS SPHINX IQ3	2 460.00		2 460.00			-	
EXT FD RADIO FRANCE CAMP VALLEE D'ASPE NOEL ADT 64	525.00		525.00			-	
EXT FD UGAP FORMATION (CEGOS) FORMATION VT 12-14/2/2	1 290.00		1 290.00			-	
EXT FD THINKMYWEB PILOTAGE PERFORMANCE PERF 1	720.00		720.00			-	
EXT FD THINKMYWEB SOLDE TRANSFERT DE COMPETENCE COAC	5 292.00		5 292.00			-	
EXT FD THINKMYWEB SOLDE ECOSYSTEME WEB CONT 3	4 200.00		4 200.00			-	
EXT FD THINKMYWEB SOLDE STRATEGIE DE CONTENUS CONT 2	6 408.00		6 408.00			-	
EXT FD THINKMYWEB SOLDE ECOSYSTEME WEB WEB 2.3	5 028.00		5 028.00			-	
EXT FD THINKMYWEB SOLDE ECOSYSTEME WEB WEB 2.4	7 056.00		7 056.00			-	
EXT FD THE RAMP (AGENCE COMPACT) PLAN NEIGE 2025 16/	3 250.80		3 250.80			-	
EXT FD SUP DE VINCI FOMATION BERNADET MARTIAL 3/9/24	1 390.33		1 390.33			-	
EXT FD CEC VERSEMENT 2025 A ASSOCIATION POUR LE CLIM	8 000.00		8 000.00			-	
EXT FD LIMOGES METROPOLE CONTRAT DESTINATION 2024	19 794.00		19 794.00			-	
EXT FD INSEE ETUDE SUR PARC DES RESIDENCES SECONDAIR	3 500.00		3 500.00			-	
REPRISE FONDS DEDIES 300924	2 748.87		2 748.87			-	
AFNOR SOLDE AUDIT LABEL ENGAGE RSE	3 345.00		3 345.00			-	
Ajustement FDD 2024	3 445.00		3 445.00			-	
Composit - Manuel vente		5 046.00				5 046	
Inseide groupe - Conjoncture		47 688.00				47 688	
Davidson aquitaine - OBS Conso sit		28 620.00				28 620	
Caroline Mignon Conseil - Fresque tourisme		3 480.00				3 480	
Entreprise découverte - Formation savoir faire		2 800.00				2 800	
ID REZO - Formation IA OBS		3 750.00				3 750	
TILT CONSULTING - Gestion de projet		10 440.00				10 440	
TILT CONSULTING - GRC Monday		14 400.00				14 400	
CHILONE - Topo Vienne		3 900.00				3 900	
ADEME	127 726.00	50 400.00	56 202.00			121 924	
Total	206 179	170 524	134 655	-	-	242 048	

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 13 140 E.

Effectif moyen sur l'année 2025, affecté à l'activité « Secteur non lucratif » et l'activité « Secteur lucratif »

	Personnel salarié
Affectés au CRT – Secteur non lucratif	35.38
Affectés à l'activité – Secteur lucratif	5.10
TOTAL ETP moyen	40.48

Méthode de comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de l'appel de cotisation.
Au 31.12.2025, elles s'élèvent à 54 185 Euros.



ANNEXES ASSOCIATIONS ANC2022 06 (SUITE)
AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Lister

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Lister

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL		

